

## Intervention de Solidaires au meeting Urgence Kanaky du 24 mai 2024

**L'union syndicale Solidaires, en tant qu'organisation internationaliste, réaffirme sa solidarité aux luttes syndicales et politiques des indépendantistes, en particulier Kanak, contre la situation coloniale, raciste, capitaliste et répressive de l'État français en Kanaky. Cette solidarité nous l'exprimons aujourd'hui comme hier et demain, envers tous les peuples autochtones.**

L'union syndicale Solidaires participe au collectif solidarité kanaky, en France depuis sa création.

Nous n'entendons nullement agir ou décider à la place des kanaks.

En tant qu'anticolonialiste, notre rôle est d'informer sur la réalité coloniale, de soutenir les peuples, et en particulier les travailleurs et travailleuses à travers le monde comme nos camarades de l'USTKE contre le colonialisme. C'est aussi d'être solidaires contre la répression, et de soutenir celles et ceux qui luttent pour leur indépendance et leur liberté.

Comme lors de nombreuses crises politiques (gilets jaunes, réforme des retraites, des émeutes suite à la mort de Nahel à Nanterre), le gouvernement a fait le choix d'appliquer les mêmes méthodes en Kanaky: mépris de l'histoire et des personnes, prétention à l'omniscience, refus de prendre en considération les alertes des connaisseurs des dossiers et in fine, la réponse martiale et la pénalisation du mouvement social comme seules propositions.

Les manifestations populaires font l'objet d'une répression intense à laquelle participent des colons armés. À l'heure actuelle, les blessés se comptent par centaines et au moins 7 personnes sont mortes. L'union syndicale Solidaires adresse ses sincères condoléances à leurs familles et leurs proches. Comme beaucoup l'ont dit ce soir : ces morts, ces blessés sont la responsabilité du gouvernement français !

Soutenu par l'État français les forces réactionnaires prônant le maintien de la Kanaky française veulent en finir avec les processus ouverts par les Accords de Matignon-Oudinot en 1988 et de Nouméa en 1998. Elles entendent notamment gommer toute la dimension « colonie de peuplement », pourtant clairement mentionnée dans des documents officiels de l'Etat français.

Celles et ceux qui refusent le droit de vote aux immigrés en France, le revendiquent dans les colonies ! Alors même que la situation est différente : colons et colonisés ne doivent pas être traités à égalité lorsqu'on parle de décolonisation. Celle-ci demeure une nécessité et ce n'est pas aux forces colonisatrices d'en décider.

**Pour Solidaires il n'y a qu'une façon d'assurer un retour au calme : le Président Macron doit revenir sur ses choix de recolonisation. Il doit immédiatement retirer le projet de dégel du corps électoral, mettre fin à l'état d'urgence, libérer les défenseurs et défenseuses des droits (syndicalistes, représentant-es d'association)**

**Avec le Collectif Solidarité Kanaky, nous demandons à l'ONU d'organiser une médiation, tout en restant dans le cadre des accords.**

**Il n'existe qu'un seul chemin, qu'une seule solution :  
la décolonisation.**